**Crédits supplémentaires pour 2015
(1^{ère} série)**

Préavis N° 2015/34

Lausanne, le 7 mai 2015

Monsieur le président, Mesdames et Messieurs,

Nous vous soumettons, ci-après, le tableau de la première série des crédits supplémentaires destinés à couvrir les allocations insuffisantes et les charges imprévues sur le budget de 2015, sur les autorisations d'achats, ainsi que sur les crédits d'investissements du patrimoine administratif.

	CHF	<i>Revenus de fonctionnement</i> CHF
A. Budget de fonctionnement		
Total des crédits supplémentaires <i>(détail en page 2 du préavis)</i>	<u>578'000.-</u>	<u>-490'000.-</u>
B. Autorisations d'achats		
Total des crédits supplémentaires <i>(détail en page 12 du préavis)</i>	<u>57'000.-</u>	<u>0.-</u>
C. Crédits d'investissements du patrimoine administratif		
Total des crédits complémentaires <i>(détail en page 13 du préavis)</i>	<u>0.-</u>	<u>0.-</u>

A. BUDGET DE FONCTIONNEMENT

Total des crédits supplémentaires par direction et par nature :

		DIRECTIONS							TOTAL PAR NATURE
		Administration générale et culture	Sports, intégration et protection de la population	Logement et sécurité publique	Travaux	Enfance, jeunesse et cohésion sociale	Finances et patrimoine vert	Services industriels	
NATURE	301 Traitements					25'900			25'900
	303 Cotisations aux assurances sociales					3'200			3'200
	304 Cotisations à la caisse de pensions					7'900			7'900
	305 Assurance-accidents					-100			-100
	310 Imprimés et fournitures de bureau					12'300			12'300
	311 Achats d'objets mobiliers et d'installations							40'000	40'000
	312 Eau, énergie et chauffage							-781'000	-781'000
	314 Entretien des biens immobiliers		82'000			71'800			153'800
	315 Entretien d'objets mobiliers et d'installations							90'000	90'000
	318 Autres prestations de tiers		31'000			-15'000		20'000	36'000
	319 Impôts, taxes et frais divers							990'000	990'000
	Total des charges	0	113'000	0	0	106'000	0	359'000	578'000
	424 Plus-values, produits exceptionnels			-7'000					-7'000
	434 Redevances et prestations facturées							-1'305'000	-1'305'000
	435 Ventes							1'305'000	1'305'000
	436 Dédommagements de tiers					100			100
	439 Autres recettes					-104'100			-104'100
	451 Participation du Canton aux charges					-20'000			-20'000
	461 Subventions du Canton							-90'000	-90'000
	480 Prélèvements sur les réserves							-269'000	-269'000
Total des revenus	0	0	-7'000	0	-124'000	0	-359'000	-490'000	
TOTAL PAR DIRECTION	0	113'000	-7'000	0	-18'000	0	0	88'000	
Page du préavis	page 3	page 3	page 6	page 6	page 7	page 9	page 10		

1. ADMINISTRATION GENERALE ET CULTURE

Aucune demande.

2. SPORTS, INTEGRATION ET PROTECTION DE LA POPULATION

Total des crédits supplémentaires par service et par nature :

		SERVICES		TOTAL PAR NATURE
		2101 Service des sports	2200 Commerce, manifestations, séjour	
NATURE	314 Entretien des biens immobiliers	82'000		82'000
	318 Autres prestations de tiers	6'000	25'000	31'000
	Total des charges	88'000	25'000	113'000
	TOTAL SPORTS, INTEGRATION ET PROTECTION DE LA POPULATION	88'000	25'000	113'000
Page du préavis		page 3	page 5	

2101 Service des sports

			Budget	Crédit suppl.
2101.314	Entretien des biens immobiliers	CHF	1'194'400.-	CHF 12'000.-
2101.318	Autres prestations de tiers	CHF	292'000.-	CHF 6'000.-

Transfert de 0.195 ept de maître-sse nageur/euse du SEP+S au Service des sports et transformation de ce poste en prestations inscrites à son budget de fonctionnement

Pour l'apprentissage de la natation, les élèves lausannois occupent des bassins gérés tantôt par le Service des écoles primaires et secondaires (SEP+S) - Bergières et Grand-Vennes - tantôt par le Service des sports - Mon-Repos et Vallée de la Jeunesse -.

Dans le cadre de l'entretien de la piscine de la Vallée de la Jeunesse, en 2009, le SEP+S a transféré 0.25 ept du poste d'une collaboratrice au Service des sports, afin d'assurer le nettoyage de la piscine utilisée en partie par les élèves. En sus de ce transfert, le SEP+S mettait à disposition de la piscine 0.25 ept de nettoyage et de contrôle de la qualité de l'eau, par l'engagement d'une maîtresse-nageuse et d'une auxiliaire.

Cette maîtresse-nageuse ayant fait valoir son droit à la retraite au 31 octobre 2014, une réévaluation du volume de travail a été opérée à l'aune de l'expérience acquise en matière d'entretien des piscines et en prenant en compte le fait que les élèves l'occupent un tiers du temps d'ouverture. A l'issue de cette évaluation, le SEP+S a convenu de transférer 0.195 ept au Service des sports.

Les nettoyages de la piscine et les contrôles des installations techniques (contrôle de la qualité de l'eau selon les dispositions légales en vigueur) effectués quotidiennement ne pouvaient être interrompus par le départ de cette maîtresse-nageuse. C'est pourquoi, le Service des sports a confié ces tâches, dès le 1^{er} novembre 2014, à deux entreprises spécialisées, auxquelles il a également confié le soin de procéder à la vidange semestrielle et au nettoyage complet du bassin. Le Service des sports a proposé de pérenniser cette façon de faire en transformant le 0.195 ept, transféré du SEP+S, en un montant annuel de CHF 12'000.- inscrit à son budget de fonctionnement sous la rubrique budgétaire 2101.314 « Travaux de nettoyages » et de CHF 6'000.- par an sous la rubrique 2101.318 « Autres prestations » pour le contrôle des installations techniques.

Le 4 décembre 2014, la Municipalité a adopté les modifications ci-dessus. Dites modifications n'ayant bien entendu pas pu être intégrées au budget 2015, l'octroi d'un crédit supplémentaire entièrement compensé s'avère dès lors nécessaire afin de couvrir ces nouvelles dépenses.

		Budget		Crédit suppl.	
2101.314	Entretien des biens immobiliers	CHF	1'194'400.-	CHF	70'000.-

Modernisation de l'ascenseur du restaurant de la piscine de Bellerive

Ces dernières années, de nouvelles normes et lois sont entrées en vigueur sur les plans européen, national et cantonal. Ces nouveautés touchent principalement l'amélioration du niveau de sécurité des ascenseurs existants et sont connues sous la dénomination SNEL (Safety Norm for Existing Lifts).

Au restaurant de la piscine de Bellerive, l'ascenseur, d'une charge utile de 500 kg, fonctionne actuellement selon un système basé sur un arbre de poulie de traction à trois paliers monté d'origine en 1963.

Dans le cadre d'un contrat d'entretien, l'entreprise Schindler assure la maintenance de cette installation technique. De plus, cette entreprise spécialisée est également tenue de proposer des mesures appropriées pour pallier aux risques éventuels qui pourraient se présenter au fil des ans.

Lors du dernier contrôle périodique de l'ascenseur par cette entreprise spécialisée en 2014, cette dernière a rendu un rapport nous mettant en garde contre le risque d'une rupture de l'arbre à poulie de traction qui est évalué comme élevé et qui, dès lors, impose des mesures. Selon cette entreprise, cette situation pourrait générer des incidents ou des accidents dont les conséquences pour les utilisateurs peuvent se traduire par des dommages corporels graves. Elle mettait également en garde le service sur les conséquences des éventuelles actions juridiques émanant de personnes accidentées.

C'est pourquoi, le Service des sports, à titre de mesure de précaution, souhaite réaliser avant la saison d'exploitation estivale prévue en mai prochain la modernisation de cet ascenseur afin de permettre la mise en application de la norme SNEL et de remplir les exigences actuelles et usuelles de sécurité sur les ascenseurs. Le coût des travaux s'élève à CHF 70'000.-.

La Municipalité estime que le principe de précaution s'applique dans ce cas et propose, en conséquence, que cette dépense soit couverte par l'octroi d'un crédit supplémentaire de CHF 70'000.- sans compensation.

220 Service de la police du commerce*2200 Commerce, manifestations, séjour*

		Budget		Crédit suppl.	
2200.318	Autres prestations de tiers	CHF	7'000.-	CHF	25'000.-

Honoraires d'avocat et dépens

Dans le cadre des mesures visant à la pacification de la vie nocturne, la Municipalité s'est vu opposer dix recours contre les décisions rendues relatives à l'introduction d'un concept de sécurité obligatoire pour les établissements de nuit. La Cour de droit administratif et public du Tribunal cantonal (CDAP) a fait de celui déposé par l'établissement « Le Buzz », une affaire « pilote ». Son arrêt a été rendu le 4 novembre 2014 et a donné partiellement tort à la Municipalité, notamment sur la question de la base légale permettant de prévoir une fouille sur une base volontaire de la clientèle et la saisie des objets dangereux. La Municipalité a déposé un recours au Tribunal fédéral contre cette décision puis l'a retiré, compte tenu des modifications apportées à la Loi sur les auberges et les débits de boissons adoptée par le Grand Conseil le 15 janvier 2015 réglant ainsi cette problématique.

En regard du retrait de ce recours, la CDAP va avoir à juger les neuf autres affaires encore en suspens à la lumière des considérants de l'arrêt du 4 novembre 2014. Dès lors, il faut s'attendre à ce que des frais et dépens soient mis à la charge de la Commune dans le cadre de ces affaires.

En 2015 va également être traitée l'affaire en cours concernant l'exploitation d'un magasin de la place Chauderon, affaire pour laquelle il a été fait appel à un avocat de la place.

En outre, l'introduction des modifications de la Loi sur les auberges et les débits de boissons (LADB) ont impliqué de demander un avis de droit.

3 LOGEMENT ET SECURITE PUBLIQUE

Total des crédits supplémentaires par service et par nature :

		SERVICE	
		3101	TOTAL
		Corps de police	PAR
			NATURE
NATURE	424 Plus-values, produits exceptionnels	-7'000	-7'000
	Total des revenus	-7'000	-7'000
	TOTAL LOGEMENT ET SECURITE PUBLIQUE	-7'000	-7'000
Page du préavis		page 6	

3101 Corps de police

		Budget	Crédit suppl.
3101.424	Plus-values, produits exceptionnels	CHF -6'000.-	CHF -7'000.-

Voir détail sous B. Autorisations d'achats, rubrique 3101 « Corps de police », demande « Remplacement de deux véhicules défectueux au Corps de police ».

4. TRAVAUX

Aucune demande.

5. ENFANCE, JEUNESSE ET COHESION SOCIALE

Total des crédits supplémentaires par service et par nature :

		SERVICES		TOTAL PAR NATURE	
		5610 Administration du service et institutions subventionnées	5800 Ecoles primaires et secondaires		
NATURE	301	Traitements	59'000	-33'100	25'900
	303	Cotisations aux assurances sociales	6'000	-2'800	3'200
	304	Cotisations à la caisse de pensions	10'000	-2'100	7'900
	305	Assurance-accidents		-100	-100
	310	Imprimés et fournitures de bureau	12'300		12'300
	314	Entretien des biens immobiliers		71'800	71'800
	318	Autres prestations de tiers	-15'000		-15'000
	Total des charges		72'300	33'700	106'000
	436	Dédommagements de tiers		100	100
	439	Autres recettes	-32'300	-71'800	-104'100
	451	Participation du Canton aux charges	-20'000		-20'000
	Total des revenus		-52'300	-71'700	-124'000
	TOTAL ENFANCE, JEUNESSE ET COHESION SOCIALE		20'000	-38'000	-18'000
Page du préavis		page 7	page 8		

561 Service de la jeunesse et des loisirs

5610 Administration du service et institutions subventionnées

		Budget	Crédit suppl.
5610.301	Traitements	CHF 4'026'100.-	CHF 59'000.-
5610.303	Cotisations aux assurances sociales	CHF 346'400.-	CHF 6'000.-
5610.304	Cotisations à la caisse de pensions	CHF 524'200.-	CHF 10'000.-
5610.318	Autres prestations de tiers	CHF 844'800.-	CHF -15'000.-
5610.439	Autres recettes	CHF -28'500.-	CHF -20'000.-
5610.451	Participation du Canton aux charges	CHF 0.-	CHF -20'000.-

Mise en œuvre du projet « Paysages éducatifs dans le quartier de Grand-Vennes » augmentation de la masse salariale

La Fondation Jacobs conduit en Suisse un programme d'encouragement intitulé « Paysages éducatifs en Suisse ». Le concept à la base de ce programme est de promouvoir des projets locaux, à niveau communal ou régional, aptes à développer une qualité éducative globale. Cela, notamment, dans les zones avec une proportion importante de familles défavorisées. Il s'agit, concrètement, de construire des larges réseaux participatifs avec l'ensemble des acteurs, formels ou informels, intervenant dans l'éducation des jeunes. L'objectif visé est une meilleure intégration scolaire, sociale et, par la suite, professionnelle des enfants et adolescents à travers le développement de l'ensemble de leurs compétences.

A cette fin, la Fondation Jacobs a sélectionné quinze projets dans l'ensemble de la Suisse, qu'elle soutiendra financièrement et auxquels elle prête un accompagnement de conseil. Les projets ont une durée de quatre ans et les fonds octroyés par la Fondation représentent CHF 20'000.- par année, soit globalement CHF 80'000.-.

Le projet lausannois

Le Service de la jeunesse et des loisirs (SJL) et le Service des écoles primaires et secondaires (SEPS) ont collaboré à l'élaboration d'un projet dans ce cadre. Le projet, intitulé « Paysage éducatif dans le quartier de Grand-Vennes », a été sélectionné et sera soutenu par la Fondation Jacobs, à partir du 1^{er} janvier 2015. Le projet lausannois est en outre soutenu au niveau cantonal par le Service de protection de la jeunesse (SPJ) qui s'est engagé à participer financièrement, à hauteur de CHF 20'000.- par année, sur les quatre ans de durée prévue du projet.

Voir aussi sous 5800 « Ecoles primaires et secondaires ».

		Budget	Crédit suppl.
5610.310	Imprimés et fournitures de bureau	CHF 45'000.-	CHF 12'300.-
5610.439	Autres recettes	CHF -28'500.-	CHF -12'300.-

Imprimés pour la campagne de prévention alcool

Dans le cadre de la manifestation nationale « Je parle d'alcool » menée par la Confédération, le Service de la jeunesse et des loisirs (SJL) et le Service de santé et prévention (SSPr) coordonnent en 2015 une campagne à Lausanne traitant des risques liés à la consommation d'alcool auprès des 13 à 25 ans. Durant cette semaine, des actions de prévention auprès des jeunes, des parents et des professionnels de l'éducation seront mises en œuvre avec l'appui d'un groupe de pilotage formé d'expert-e-s des questions de prévention alcool à Lausanne et dans le Canton.

Crédit supplémentaire pour création et impression des différents supports de communication de la Semaine alcool (30 avril au 10 mai). De nombreux supports de communication sont prévus pour cette manifestation (flyers, affiches, autocollants, affichettes, etc). Cette dépense, soit CHF 12'300.-, sera entièrement compensée par une recette reçue sur le compte 439. Recette versée par Lausanne Région (CHF 10'000.-) et par le groupement romand d'études des addictions (CHF 3'500.-) qui soutiennent la semaine de prévention alcool organisée par la Ville de Lausanne.

5800 Ecoles primaires et secondaires

		Budget	Crédit suppl.
5800.301	Traitements	CHF 17'993'700.-	CHF -18'500.-
5800.303	Cotisations aux assurances sociales	CHF 1'553'100.-	CHF -1'500.-

Voir détail sous la rubrique 5610 « Administration du service et institutions subventionnées », demande « Mise en œuvre du projet « Paysages éducatifs dans le quartier de Grand-Vennes » augmentation de la masse salariale ».

		Budget	Crédit suppl.
5800.301	Traitements	CHF 17'993'700.-	CHF -14'600.-
5800.303	Cotisations aux assurances sociales	CHF 1'553'100.-	CHF -1'300.-
5800.304	Cotisations à la caisse de pensions	CHF 1'867'000.-	CHF -2'100.-
5800.305	Assurance-accidents	CHF 158'300.-	CHF -100.-
5800.436	Dédommagements de tiers	CHF -189'500.-	CHF 100.-

Voir détail sous la rubrique 2101 « Service des sports », demande « Transfert de 0.195 ept de maître-sse nageur/euse du SEP+S au Service des sports et transformation de ce poste en prestations inscrites à son budget de fonctionnement ».

		Budget	Crédit suppl.
5800.314	Entretien des biens immobiliers	CHF 3'182'000.-	CHF 71'800.-
5800.439	Autres recettes	CHF -137'500.-	CHF -71'800.-

Travaux d'assainissement de la ferme des Cases

Le Fonds pour le développement durable a octroyé, le 13 août 2014, une enveloppe de CHF 90'000.- pour ces travaux d'assainissement.

En 2014, des dépenses ont été faites pour un montant de CHF 18'173.15. En effet, les travaux prévus dans la période comptable 2014 n'ont pas été possibles suite à l'attente de l'octroi du permis de construire qui ne sera délivré qu'en 2015. De ce fait, l'ensemble des travaux prévus pourront être achevés avec le solde du montant, soit CHF 71'800.-.

6. FINANCES ET PATRIMOINE VERT

Aucune demande.

7. SERVICES INDUSTRIELS

Total des crédits supplémentaires par service et par nature :

		SERVICES				TOTAL PAR NATURE	
		70 Secrétariat général	74 Gaz et chauffage à distance	76 Electricité	78 Service commercial		
NATURE	311	Achats d'objets mobiliers et d'installations			40'000	40'000	
	312	Eau, énergie et chauffage			-781'000	-781'000	
	315	Entretien d'objets mobiliers et d'installations			90'000	90'000	
	318	Autres prestations de tiers			20'000	20'000	
	319	Impôts, taxes et frais divers	781'000			209'000	990'000
	Total des charges		781'000	0	-631'000	209'000	359'000
	434	Redevances et prestations facturées	-1'305'000				-1'305'000
	435	Ventes			1'305'000		1'305'000
	461	Subventions du Canton			-90'000		-90'000
	480	Prélèvements sur les réserves		-209'000	-60'000		-269'000
	Total des revenus		-1'305'000	-209'000	1'155'000	0	-359'000
	TOTAL SERVICES INDUSTRIELS		-524'000	-209'000	524'000	209'000	0
Page du préavis		page 10	page 11	page 11	page 12		

70 Secrétariat général

		Budget		Crédit suppl.	
70.319	Impôts, taxes et frais divers	CHF	192'900.-	CHF	781'000.-
70.434	Redevances et prestations facturées	CHF	0.-	CHF	-1'305'000.-

Transfert de l'activité des Forces Motrices Hongrin-Léman (FMHL)

La participation des Services industriels auprès de la société productrice d'électricité, précitée, lui permet de bénéficier de revenus financiers réguliers issus de la gestion fictive de l'ouvrage, ceci dans une proportion égale à sa participation. En contrepartie, une part aux charges d'exploitation de l'ouvrage lui est demandée, ceci dans la même proportion.

Au niveau comptable, ces éléments ont, jusqu'à ce jour, été intégrés dans l'activité d'approvisionnement des SiL au Service de l'électricité.

Dans le cadre de la procédure, en cours de vérification, des coûts et tarifs de l'électricité (années 2008, 2009 et 2010), l'Elcom estime que ces mouvements financiers ne sont pas directement liés à la fourniture d'énergie aux consommateurs finaux et qu'ils doivent être comptabilisés en dehors de ce périmètre.

Les SiL proposent donc de changer l'affectation de ces charges et revenus par leur transfert du Service de l'électricité au Secrétariat général, service qui gère déjà d'autres participations.

Voir aussi sous 76 « Service de l'électricité ».

74 Gaz et chauffage à distance

		Budget	Crédit suppl.
74.480	Prélèvements sur les réserves	CHF -5'975'900.-	CHF -209'000.-

Voir détail sous la rubrique 78 « Service commercial ».

76 Electricité

		Budget	Crédit suppl.
76.312	Eau, énergie et chauffage	CHF 86'758'200.-	CHF -781'000.-
76.435	Ventes	CHF -122'579'500.-	CHF 1'305'000.-

Voir détail sous la rubrique 70 « Secrétariat général », demande « Transfert de l'activité des Forces Motrices Hongrin-Léman (FMHL) ».

		Budget	Crédit suppl.
76.311	Achats d'objets mobiliers et d'installations	CHF 2'297'800.-	CHF 40'000.-
76.315	Entretien d'objets mobiliers et d'installations	CHF 2'825'000.-	CHF 90'000.-
76.318	Autres prestations de tiers	CHF 5'546'800.-	CHF 20'000.-
76.461	Subventions du Canton	CHF 0.-	CHF -90'000.-
76.480	Prélèvements sur les réserves	CHF -12'825'400.-	CHF -60'000.-

Prise d'eau du barrage de Lavey – Finalisation de la mise en place de protections contre les chutes de pierres

Préambule

Après l'engagement adopté le 7 novembre 2013 par la Municipalité de mettre en place des protections contre les chutes de pierres, en aplomb de la prise d'eau du barrage de Lavey, et à entretenir ces mesures dans l'avenir, le Conseil d'Etat valaisan a notifié le 18 juin 2014 sa décision de subventionner les travaux y relatifs jusqu'à hauteur de 60.8%.

Un crédit supplémentaire a été demandé, et accordé, pour l'entier des travaux. Ceux-ci ont débuté en automne 2014 et n'ont pas été entièrement réalisés.

Par conséquent, un nouveau crédit supplémentaire est nécessaire pour financer la fin des travaux.

Description des travaux à terminer en 2015

La protection de la prise en exploitation, permettant d'améliorer la sécurité des personnes et des biens, sera constituée de 4 rangées de filets pare-pierres homologués Office Fédéral de l'Environnement (OFEV) et de treillis. La pose des ancrages pour 4 filets et le montage de 2 filets ont été réalisés jusqu'à fin 2014.

Les opérations suivantes permettront de terminer la mise en place des protections :

- finalisation du montage des filets et validation de l'exécution par le fournisseur ;
- forage et pose de clous de sécurisation sur certains rochers ;
- purge du versant ;
- direction et suivi de projet.

Ces dépenses seront compensées par prélèvement sur le fonds de réserve et de renouvellement « production d'électricité – Lavey » ainsi que par la subvention du canton du Valais.

78 Service commercial

		Budget	Crédit suppl.
78.319	Impôts, taxes et frais divers	CHF 1'234'200.-	CHF 209'000.-

Campagne de promotion du gaz 2015 – financement des primes par les ventes de gaz

SiLCOM poursuit sa campagne de promotion du gaz initiée en 2013 en distribuant des primes lors de raccordements et rénovations des installations au gaz, afin de densifier le réseau et d'augmenter les bénéfices. Lors de l'élaboration des tarifs du gaz, il avait été établi qu'une part importante des coûts de promotion est imputable au timbre du gaz (Rétribution pour l'Utilisation du Réseau, RUR). Ils sont donc financés in fine par les clients, lors de la facturation de leur consommation au Service du gaz et chauffage à distance. Cependant le budget disponible de SiLCOM est insuffisant pour toutes les demandes.

Les SiL demandent donc d'augmenter le budget 2015 du compte 78.319 de CHF 209'000.- compensé par un prélèvement sur le fonds de différence de couverture du gaz au compte 74.480. La demande est neutre pour le budget de la Commune.

Voir aussi sous 74 « Gaz et chauffage à distance ».

* * *

B. AUTORISATIONS D'ACHATS

3. LOGEMENT ET SECURITE PUBLIQUE

3101 Corps de police

		Budget	Crédit suppl.
3101.1462.1	Véhicules, machines et matériel	CHF 769'600.-	CHF 7'000.-

Remplacement de deux véhicules défectueux au corps de police

Le Corps de police a acquis en 2010 trois véhicules de marque VW Touran. Ces voitures de police, fonctionnant au gaz, ont subi de très nombreuses pannes, et ne sont pas adaptées à la fonction de véhicule d'urgence. En moyenne, ces trois objets ont généré des coûts évalués à CHF 50'000.- par véhicule en trois ans (2011 à 2014). Ces coûts ont été couverts par la garantie, laquelle est maintenant échu.

Au vu des coûts de maintenance très importants qui s'annoncent, le Corps de police souhaite procéder au remplacement des deux véhicules prévus respectivement aux AA 2015 et 2016. Le Service achat et logistique Ville (SALV) soutient cette démarche, dans une optique d'efficacité économique et opérationnelle. Ce dernier a entrepris une négociation avec le fournisseur des trois VW Touran afin d'obtenir des conditions avantageuses pour la reprise des véhicules défectueux et leur remplacement par les mêmes véhicules choisis par le biais du marché public 2014, soit deux SKODA Octavia.

Le prix de revient des deux véhicules, y compris la fourniture et la pose des attributs prioritaires est évalué à CHF 77'000.- et leur reprise à CHF 7'000.-. Le budget des AA 2015 pour le véhicule initialement proposé est de CHF 70'500.-.

L'impact financier net de l'achat de deux véhicules neufs aux conditions actuelles en comparaison au montant inscrit aux AA 2015 est donc neutre, avec l'avantage d'éviter d'importants coûts de réparation ainsi que des jours d'immobilisation préjudiciables aux missions d'urgence. Il est toutefois nécessaire d'augmenter le budget 2015 des AA à hauteur du prix de revient des deux véhicules ; l'opération étant compensée par le prix de reprise offert pour les deux véhicules remplacés.

Voir aussi sous A. Budget de fonctionnement, 3101 « Corps de police ».

6. FINANCES ET PATRIMOINE VERT

660 Service des parcs et domaines

		Budget	Crédit suppl.
660.1462.1	Véhicules, machines et matériel	CHF 1'406'500.-	CHF 50'000.-

Remplacement d'une unité de pressage au domaine de Rochefort

Le domaine de Rochefort dispose, depuis plus de trente ans, d'une unité de pressage à membrane.

Lors des dernières pressées des vendanges 2014, ce pressoir a dû être arrêté pour des raisons électromécaniques. Après une analyse de ces problèmes techniques, il en ressort un coût de remise en état de cette installation s'élevant à environ CHF 25'000.-, soit 50% de la valeur à neuf.

De plus, cette marque d'unité de pressage n'existant plus dans le commerce, la réparation par le remplacement de la turbine et des platines électroniques du tableau de commande est sans garantie.

Au vu de ce qui précède, l'acquisition d'une nouvelle unité permettra de garantir le travail des vendanges 2015.

* * *

C. CREDITS D'INVESTISSEMENTS DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF

Aucune demande.

* * *

CONCLUSION

Vu ce qui précède, nous vous prions, Monsieur le président, Mesdames et Messieurs, de bien vouloir prendre la résolution suivante :

Le Conseil communal de Lausanne,

vu le préavis N° 2015/34 de la Municipalité, du 7 mai 2015;
ouï le rapport de la Commission permanente des finances qui a examiné cette affaire;
considérant que l'objet a été porté à l'ordre du jour,

décide :

d'accorder la première série des crédits supplémentaires destinés à couvrir les allocations insuffisantes et les charges imprévues sur le budget de 2015, sur les autorisations d'achats, ainsi que sur les crédits d'investissements du patrimoine administratif, à savoir :

	CHF	<i>Revenus de fonctionnement</i> CHF
A. Budget de fonctionnement		
Total des crédits supplémentaires <i>(détail en page 2 du préavis)</i>	578'000.-	-490'000.-
B. Autorisations d'achats		
Total des crédits supplémentaires <i>(détail en page 12 du préavis)</i>	57'000.-	0.-
C. Crédits d'investissements du patrimoine administratif		
Total des crédits complémentaires <i>(détail en page 13 du préavis)</i>	0.-	0.-

Au nom de la Municipalité :

Le syndic :
Daniel Brélaz

Le secrétaire :
Sylvain Jaquenoud